

Radicalisation : ce qu'on refuse de voir

Denise Helly and Frédérick Nadeau

Number 781, November–December 2015

Sortir du « choc des civilisations »

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79716ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Helly, D. & Nadeau, F. (2015). Radicalisation : ce qu'on refuse de voir. *Relations*, (781), 23–25.

Radicalisation : ce qu'on refuse de voir



Dominique Blain,
Sans titre, 1987

La façon dont nos gouvernements ont choisi d'aborder la « radicalisation » ne nous éclaire pas sur les vraies causes du phénomène, qui plonge ses racines dans des facteurs locaux, nationaux, internationaux et historiques complexes.

DENISE HELLY ET FRÉDÉRICK NADEAU

Avec l'enrôlement de jeunes Occidentaux dans les rangs du groupe armé État islamique (ÉI), le terme *radicalisation*¹ est devenu un mot à la mode dans les débats publics un peu partout en Occident. Il a présentement trois facettes : il est le maître mot de la lutte contre le terrorisme ; il crée un nouvel angle sous lequel regarder les minorités musulmanes d'Occident ; et il suscite une industrie de la « déradicalisation ».

Il faut d'abord souligner que l'usage politique du terme « radical » recouvre un spectre de courants et de positionnements souvent très variés. Par exemple, dans les années 1980 en France, la nationalisation d'entreprises et le protectionnisme économique étaient considérés du registre de la gauche française, alors qu'actuellement, ils sont associés à la gauche radicale, incarnée par le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. On parle aussi de droite radicale pour distinguer les extrêmes-droites qui condamnent le système parlementaire de celles qui ne le renient pas (Front national en France, Parti de la liberté aux Pays-Bas). Du côté des autorités danoises, toute discrimination et tout dénigrement, même sans violence, sont considérés radicaux. À l'évidence, les termes *radical* et *radicalisation* tirent leur sens d'interprétations situées. Il s'agit dès lors de préciser le contexte de leur usage.

En Occident, depuis l'apparition de l'ÉI sur les écrans de télévision, le terme *radical* est généralement associé à

quatre phénomènes : l'islam, le terrorisme, le djihad et le rejet de la « culture occidentale », eux-mêmes associés à l'enrôlement de jeunes dans des armées prônant le meurtre des impurs, musulmans et non musulmans, et la chute ou la déstabilisation de gouvernements (Syrie, Irak, Yémen, Mali, Libye, Nigeria, Somalie, Kenya). Des signes concrets seraient censés permettre le repérage des jeunes ainsi enrôlés : religiosité accrue, codes vestimentaires, isolement social, délinquance urbaine, violence physique et verbale². Leurs comportements et attitudes sont alors classés comme « déviants », relevant de problèmes familiaux et personnels et pouvant être atténués par des programmes de prévention et de « déradicalisation ».

QUATRE OMISSIONS

Or, cette façon de concevoir la « radicalisation » omet – ou n'aborde qu'en surface – quatre grandes questions : premièrement, l'islam est-il vraiment en cause dans les comportements et attitudes des jeunes ciblés ? Deuxièmement, pourquoi les qualifier de « déviants » et de « radicaux » ? Troisièmement, comment nommer l'enrôlement, dans les rangs de l'ÉI ou d'Al-Qaïda, de jeunes vivant en pays musulmans ? Quatrièmement, comment expliquer l'enrôlement plus fréquent, en Occident, de jeunes issus de familles musulmanes ?

Tout d'abord, avancer que les projets des jeunes dits « radicalisés » prennent leur source dans des préceptes musulmans est une interprétation saugrenue. Les témoignages de jeunes Occidentaux en partance ou revenus des zones de combat montrent une ignorance de la théologie islamique et une vision anecdotique de l'islam³. La référence à l'islam est un marqueur identitaire plus que religieux ; elle est un signe de ralliement, une bannière. La religion des jeunes recrues de l'ÉI n'a rien à voir avec l'islam comme foi et théologie : elle en est une manipulation politique. Mais l'insistance sur le religieux a une double

Les auteurs sont respectivement professeure et chercheur au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de recherche scientifique (INRS-UCS)

Dominique Blain, *Portrait de famille*, 2013, impression jet d'encre sur papier chiffon, 76 x 76 cm



efficacité dans des sociétés qui se pensent sécularisées. D'une part, elle délégitime et renvoie à l'irrationnel le comportement des jeunes en question; d'autre part, elle censure toute tentative d'approche sociologique de leur violence.

Concernant la deuxième question, la conduite et les idées des jeunes recrues de l'ÉI ou de similaires mouvements terroristes sont aussi qualifiées de «radicales», car elles sont hors normes et hors la loi. Ces jeunes se situent sur le terrain de la conviction et de la violence physique, et non sur celui de la parole, du débat et du contrat politique. Ils admettent trafics illégaux, tueries de civils, attentats-suicides, voire y participent. Ils honnissent la démocratie moderne et ses promesses d'égalité, projettent de détruire ce qu'ils nomment «Culture», qu'elle soit «occidentale» ou «musulmane», savante ou populaire, et se complaisent dans le fantasme d'en être les adversaires mortels. Cette idéologie, nullement élaborée en critique et projet politiques, ne peut, à première vue, qu'être dite hors norme, spectaculaire, incontrôlable, irrationnelle, déviante et «radicale». Mais ce jugement contredit un précepte libéral fondateur, l'idée de la capacité de rationalité de tout humain –à moins de vouloir faire des recrues de l'ÉI les Barbares du XXI^e siècle. Pour tenter de dépasser ce dilemme, leur violence doit être historicisée, contextualisée et une lecture distancée envisagée.

Cela nous amène à la troisième question, celle de l'attrait qu'exercent les «terrorismes islamistes» sur les ressortissants de pays musulmans. Il semble que celui-ci découle d'une conjonction de facteurs connus. L'histoire du Moyen-Orient, depuis plus d'un demi-siècle, en est une d'ingérence étrangère (souvent militaire), de dictatures et d'échecs de réformes démocratiques, en particulier en Égypte, dans un pays central à l'identité et à la culture arabes. Les projets nassériste, socialistes, nationalistes, islamistes et les revendications palestiniennes ont échoué;

des élites prédatrices confisquent le pouvoir et les ressources économiques et il n'existe guère de représentation politique institutionnalisée permettant à des opposants de s'exprimer. Depuis les années 1970, les tentatives d'investir légalement les arènes politiques nationales en constituant des oppositions se réclamant de l'islam ont été contrées (Front islamique du salut, en Algérie, Refah en Turquie, Frères musulmans en Égypte, etc.). Certaines sont passées à l'action directe alors que se formaient des réseaux internationaux terroristes soutenus par des groupes d'intérêt, des mouvances idéologiques et des institutions –notamment les services de renseignement pakistanais, protecteurs d'Al-Qaïda et des Talibans. La destruction de l'État irakien et libyen, la mainmise de factions chiïtes sur le pouvoir à Bagdad et le refus des États-Unis d'armer une opposition syrienne ont aussi facilité la formation d'Al-Nusra, en Syrie, et de l'ÉI en Irak.

Il faut encore mentionner l'élimination ou l'exil des élites intellectuelles et politiques de nombreux pays de la région, dont certaines auraient pu constituer un contre-pouvoir aux régimes dictatoriaux et militaires. Leur intervention, depuis des scènes occidentales, les rend inaudibles dans leur pays d'origine. Dans de tels contextes, comment qualifier l'engagement de jeunes gens dans les rangs de l'ÉI, un mouvement sanguinaire et délirant dans son projet d'effacer l'histoire du Moyen-Orient, en particulier depuis les accords de Sykes-Picot, qui ont redessiné la carte de la région en 1916? Le qualifier d'irrationnel ou de «déviant» éclaircit-il ce phénomène et le projet de recréer le califat –aboli en 1924 après la chute de l'Empire ottoman?

Enfin, concernant la quatrième question, celle des situations qui contribuent, dans les sociétés occidentales, à produire une violence sociale chez des jeunes, elles sont aisées à circonscrire et elles ne concernent pas uniquement des individus se réclamant de l'islam. Il suffit de lire sur le Web les doléances, notamment en provenance de l'extrême-

droite, concernant l'incertitude face à l'avenir, la perte de référents identitaires collectifs, le malaise moral, le mépris des élites, la condamnation des inégalités sociales, les craintes concernant l'emploi, l'aversion de la culture savante... Dans le cas de jeunes musulmans (ou identifiés comme tels), s'ajoutent à ces conditions ostracisme, relégation sociale, chômage, déni de droits, dénigrement vulgaire de l'islam, décalage culturel avec les parents, bref, autant de situations qui rendent difficile le fait d'être jeune et musulman. En sus, leur isolement politique est total; ils sont oubliés par la gauche et les syndicats, et les élites libérales ne produisent aucun contre-discours face à l'islamophobie croissante ni face à l'idée de supériorité civilisationnelle de l'axe de l'OTAN. Dans ce contexte, la violence politique des uns, la désespérance de certains rêvant d'ailleurs, et le repli des autres dans un islam fantasmé et une purification morale par le meurtre deviennent des voies... sans issue.

Des facteurs psychosociaux individuels très divers interviennent néanmoins, puisque tous les jeunes soumis à ces contextes n'ont pas le projet de s'enrôler dans une armée «islamique». Il faut des événements déclencheurs et l'intervention d'une médiation, généralement un personnage charismatique, en ligne ou en personne, qu'une surveillance policière et communautaire peut contrer.

POURQUOI UNE TELLE OFFENSIVE PUBLIQUE?

Le rejet «radical» de l'Occident et de son impérialisme n'est pas un phénomène inédit, mais actuellement, deux facteurs amplifient l'attention qu'on y accorde: l'absence d'analyse par les médias grand public et leur usage immodéré de nouvelles spectaculaires, d'une part, et la signification politique du terrorisme actuel en Afrique et en Asie, notamment au Moyen-Orient, d'autre part.

Les mouvements terroristes actuels se distinguent en effet de ceux de la période 1960-1990. Ces derniers étaient des mouvements nationalistes mettant en cause l'autorité d'États centraux et leur lien avec un capitalisme dit spoliateur. Ils visaient à déstabiliser un pouvoir étatique et économique tout en éliminant des représentants. Les «terrorismes» actuels visent certes à fragiliser des États et à redessiner les frontières nationales mais, à la différence des premiers, ils contrôlent des territoires et des ressources (pétrole, sites archéologiques, taxation, autres trafics). En raison de leur double stratégie –guérilla fortement armée sur de larges territoires (celui de l'ÉI équivaut à la taille de l'Angleterre) et attentats contre des civils en zone urbaine–, leur éradication exige l'engagement d'importantes troupes militaires au sol. Les militants de l'ÉI disposent de moyens plus étendus que les groupes «terroristes» de la période 1960-1990. Ils disposent notamment d'une grande capacité logistique et technique (structure en réseaux, direction

formée en informatique, armement et technologies de l'information provenant souvent de la décomposition de l'armée et de l'administration irakiennes); de fonds importants (soutien d'États musulmans et d'élites conservatrices); d'un recrutement militaire facilité par les médias sociaux et se nourrissant de la situation politique et sociale prévalant dans les pays musulmans –en plus de la frustration, réelle ou relative, de descendants d'immigrés musulmans en Occident. Ils disposent aussi d'une puissance de feu inédite par rapport aux organisations des années 1960-1990, puissance accrue depuis la chute de l'URSS et l'extension du marché noir des armes.

Face à cette nouvelle puissance des mouvements terroristes et devant les enjeux qu'elle soulève (affaiblissement d'États, capacité de négociation, ethnocides, renouveau d'un «nationalisme» panarabe), l'idée de «radicalisation» de jeunes «déviantes» s'avère une notion très exiguë pour rendre compte de la complexité des facteurs locaux, nationaux, internationaux et historiques actuellement à l'œuvre. Les agences occidentales devant combattre cette «déviance» (polices, services sociaux, écoles, ONG) peuvent

bien cerner des facteurs individuels qui contribuent à faire de jeunes désorientés ou révoltés des proies et des acteurs de la violence «islamique», mais ils ne peuvent nier une réalité: il existe bel et bien une offre et une demande sociale de révolte, de violence et de meurtre contre l'Occident (et, en pays musulmans, contre des minorités musulmanes ou autres). Cela

est le fait à expliciter avec plus de précision et d'intelligence que nous ne le faisons actuellement.

Certes, des commentateurs vedettes disent connaître la solution miracle. Au Québec et en France, ils proposent la laïcité comme remède à l'errance et au désir de meurtre de jeunes désocialisés. Plus de laïcité à l'école les empêcherait de devenir violents, comme s'il avait suffi, pour lutter contre l'Action directe, de renforcer les cours d'instruction publique. Autant dire qu'on a décidé d'être sourd aux fondements régionaux et internationaux de la violence extrême qui recouvre progressivement le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans et à sa résonance chez des jeunes issus de classes moyennes urbaines occidentales. ●

Autant dire qu'on a décidé d'être sourd aux fondements régionaux et internationaux de la violence extrême qui recouvre progressivement le Moyen-Orient.

1. Nous avons opté pour la définition d'A. J. Gielen, c'est-à-dire le développement d'idées et d'activités tendant à des changements extrêmes, voire au renversement de l'ordre social ou politique, au cours duquel la volonté d'user de la violence peut s'accroître.

2. Le Service de police de la Ville de Montréal refuse toutefois pareil repérage. Voir Vincent Larouche, «Le SPVM se garde de lister les indicateurs visibles de radicalisme», *La Presse*, 21 mai 2015.

3. Arun Kundnani, «*Radicalisation: the journey of a concept*», *Race & Class*, n° 54 (2), octobre 2012.